



FRANCE STRATÉGIE

ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.

Quel bilan de l'expérimentation de labels RSE sectoriels ?

Plateforme RSE





FRANCE STRATÉGIE

ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.

1/ Quel bilan de l'expérimentation de labels RSE sectoriels?

2/ Que contiennent les référentiels des labels sectoriels?

3/ Comment sont élaborés les référentiels?



Mission et composition de la Plateforme RSE

La Plateforme RSE traite des « questions environnementales, sociales et de gouvernance soulevées par la RSE », en répondant à des saisines gouvernementales ou dans le cadre d'auto-saisines.

Un **bureau** de 15 membres, élus chaque année par les 50 organisations membres, pilote les travaux.

Bureau	Entreprises	Syndicats	ONG	Chercheurs	Institutions
					
					



Publication de l'avis de la Plateforme RSE sur les labels RSE

Un sujet ancien : Grenelle I, travaux du CGDD, travaux de la Plateforme RSE..

Montée en puissance du sujet ces derniers mois : Loi PACTE, publication du rapport de la délégation sénatoriale aux entreprises, publication du rapport de la mission « Chapron-Dubost-Imalhayene », travaux en cours pour la révision de la NFRD

Besoin de clarification: profusion de « labels » de toute sorte

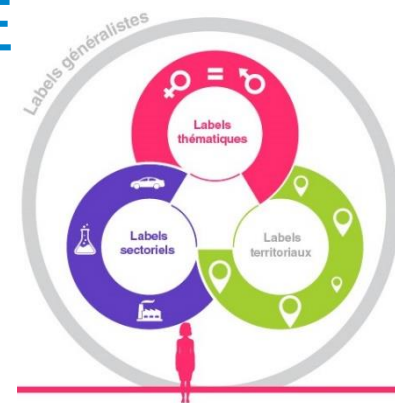


Grandes lignes de l'avis sur les labels RSE

Contexte et panorama des labels RSE : 4 types de labels

Enjeux clés des labels RSE:

- Qualité du référentiel
- Reconnaissance par les acteurs publics et privés
- Accompagnement des entreprises et en particulier des PME et TPE



Une définition: La Plateforme RSE définit le label RSE comme « une attestation de garantie délivrée par une tierce partie qui caractérise la démarche RSE mis en œuvre par une entreprise au sens des lignes directrices ISO 26000 ».

24 recommandations à retrouver dans l'avis de la Plateforme RSE : un seul mot à retenir « **la robustesse** »





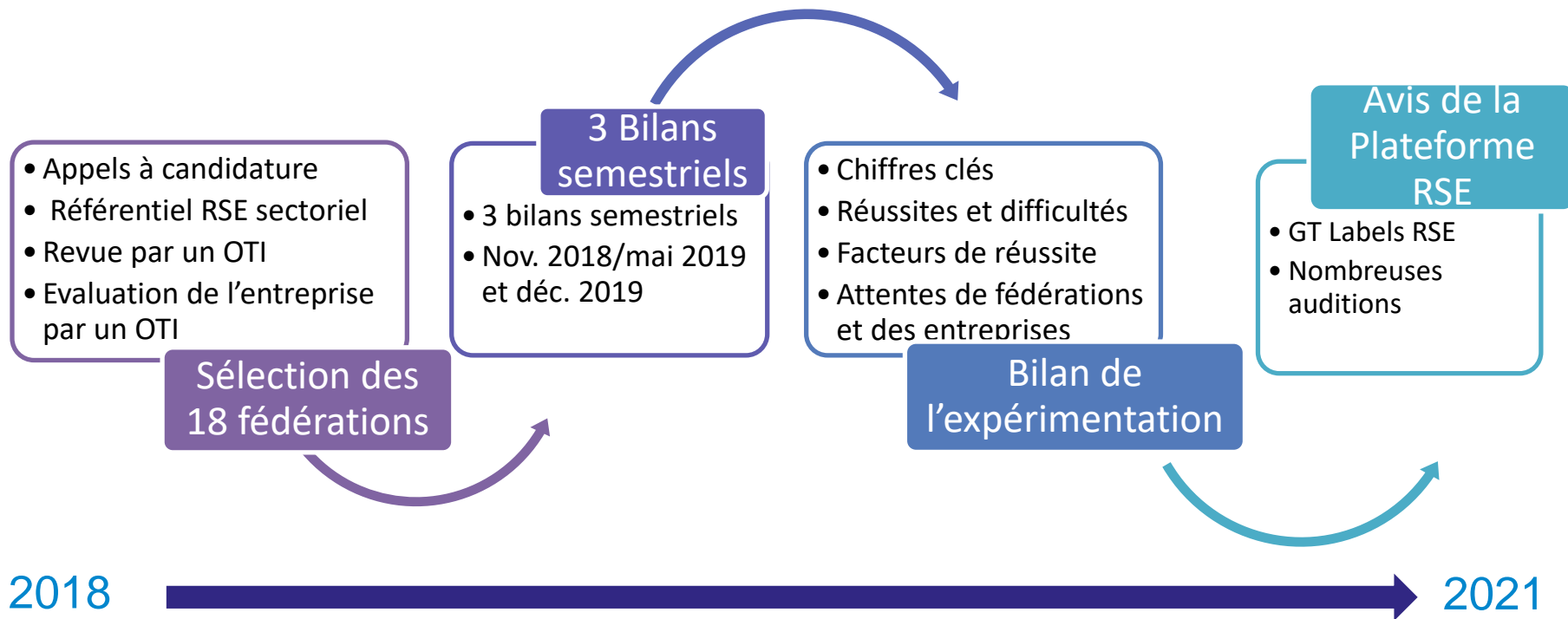
FRANCE STRATÉGIE

ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.

1/ Quel bilan de l'expérimentation de labels RSE sectoriels?



L'expérimentation en quelques dates



Les fédérations engagées dans l'expérimentation

Appel à candidature

- Exigences relatives à l'élaboration du référentiel RSE sectoriel
- Exigences relatives à la délivrance de l'attribution du label ou de l'attestation d'évaluation
- Précisions concernant le rôle de l'OTI: revue du référentiel, évaluation de l'entreprise

18 fédérations engagées



Résumé des réussites

Près de **12 000** entreprises adhérentes : **63%** ont moins de **10 salariés** et 31% ont entre 10 et 250 salariés

- **Accroissement de la visibilité** des démarches de labellisation
- **Accompagnement des fédérations plus construit et mature** qui permet un renforcement de la cohésion et des échanges entre les entreprises labellisées
- **Intérêt grandissant des entreprises**
- **Montée en compétence** des entreprises

Et des attentes

- Plus de **visibilité et de reconnaissance**
- Des **référentiels robustes**, pragmatiques, adaptés au secteur
- **Accompagnement et soutien financier** pour maintenir la dynamique et l'engagement des entreprises dans le temps , attirer de nouvelles entreprises
- **Homogénéiser les pratiques d'audit**, qualité des audits
- Convergence et synergie entre labels





FRANCE STRATÉGIE

ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.

2/ Que contiennent les référentiels des labels sectoriels?



Thèmes couverts

L' ISO 26000 est la base « normative ».

Les 7 questions centrales sont reprises mais la structure n'est pas toujours reprise en tant que telle.

Peu de référence à d'autres référentiels (ODD, GRI..)

Reconnaissance et synergies avec les autres certifications existantes:

- Certifications ISO (ISO 9001, ISO 37001, ISO 20400, Série ISO14040)
- Certifications HVE, OHSAS 18001, Ecolabel, ...
- Labels Egalité, label Diversité

Nombre de thèmes ou critères évalués varie : entre 20 et 60 critères.

Le nombre d'indicateurs peut aller jusqu'à 300 indicateurs

les **7** Responsabilité sociale,
questions centrales



Exemples de critères

Gouvernance: Communication interne ; Implication des salariés ; Formalisation et déploiement d'une politique RSE ; Dialogue parties prenantes; Veille ; innovation ; rémunération des dirigeants

Loyauté des pratiques: Promotion de la RS dans la chaîne de valeur ; concurrence loyale; lutte contre la corruption

Consommateurs: service après-vente ; litiges ; protection des données ; éducation et sensibilisation..

Social: Diversité/égalité des chances; santé-sécurité au travail ; développement du capital humain ; QVT ; dialogue social ; droits de l'homme

Communautés locales: création d'emplois et développement des compétences

Environnement: Atténuation des changements climatiques et adaptation; utilisation durable des ressources; prévention de la pollution; biodiversité





FRANCE STRATÉGIE

ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.

Témoignage de Benjamin Perdreau La Coopération Agricole



Présentation

La Coopération Agricole

2 300
entreprises
coopératives¹

plus de
190 000
salariés

3/4
des agriculteurs
adhèrent à au moins
1 coopérative

Consommons **coopératif**

40 %
du chiffre d'affaires
de l'agroalimentaire
français

1/3
des marques alimentaires
sont coopératives

600
coopératives engagées
dans le bio

La Coopération Agricole
est un acteur économique
et social majeur

85,4 M€

de chiffre d'affaires
global hors unions
de commercialisation.

(Estimation HCCA
au 01/12/2019)

93 %
des entreprises
coopératives sont des
TPE-PME

150 ETI

(Entreprises
de Taille
Intermédiaire)

13 grands
groupes

11 740
CUMA

(Coopératives
d'Utilisation
de Matériel
Agricole)

74 %
des sièges sociaux
se situent en
zones rurales

Motivations

Participation Expérimentation

La Coopération Agricole engagée de longue date dans l'accompagnement au déploiement de démarche RSE

- Déploiement de l'outil 3D depuis 15 ans => plus de 500 diagnostics réalisés
- Investissement dans les travaux de normalisation
- Différents outils pour répondre aux maturités diverses des coopératives :
 - MOOC RSE & Agroalimentaire
 - Guide du reporting RSE
 - Recueil de bonnes pratiques sur les ODD



Destination
Développement
Durable

Engagement fort de La Coopération Agricole dans la RSE :

- Élément de différenciation sur les marchés
- Critère rédhibitoire pour les prochaines années
- Toutefois, difficulté de créer de la valeur via ces démarches
- Besoin de connaître et faire connaître les entreprises engagées auprès de leurs Parties Prenantes



Label Coopératives So Responsables

- **Basé sur l'outil « Engagé RSE » d'AFNOR Certification**
 - **Outil de référence dans l'évaluation de démarches RSE**
 - **Plus de 1000 évaluations menées depuis 2007 dont de nombreuses coopératives**
 - **Comprend une évaluation sur site :**
 - Des pratiques ;
 - Des résultats ;
 - Interview de parties prenantes externes.
 - **S'appuie sur les normes ISO 26000 et ISO 26030**
 - **Renvois vers d'autres référentiels :**
 - ODD
 - GRI
 - L'article 225



Label Coopératives So Responsables

5 critères de pratiques stratégiques, managériales, et opérationnelles

- | | |
|---|---|
| 1 Vision en termes de responsabilité sociétale et gouvernance → | Stratégie de responsabilité sociétale |
| 2 Intégration de la responsabilité sociétale et communication → | Mise en œuvre et déploiement managérial |
| 3 Ressources humaines, relations et conditions de travail | |
| 4 Modes de production, de consommation durables et questions relatives aux consommateurs } | Déploiement opérationnel |
| 5 Ancrage territorial : communautés et développement local → | Ancrage territorial |

3 critères de résultats

- | | |
|-------------------------------------|--|
| 6 Résultats environnementaux | } Pilotage de la performance économique, sociale et environnementale |
| 7 Résultats sociaux | |
| 8 Résultats économiques | |

Label Coopératives So Responsables

- **Evaluation sur 1000 points**

- Chaque critère est noté sur 100 points en fonction de la maturité observée via une notation en PDCA (même notation que l'EFQM)

- **Obtention du label**

- 3 niveaux
 - Premier niveau de 400 à 500 points ;
 - Deuxième niveau de 500 points à 700 ;
 - Troisième niveau au-delà des 700 points.
- En dessous de 400 points, **pas de label**
- **Equivalence avec le label « Engagé RSE »**

Pratiques 700 points	Vision en termes de Responsabilité Sociétale & Gouvernance	200
	Mise en œuvre de la stratégie	140
	Ressources humaines, relations et conditions de travail	140
	Modes de production, de consommation durables et questions relatives aux consommateurs	140
	Ancrage territorial : communautés et développement local	80
Résultats 300 points	Indicateurs environnementaux	100
	Indicateurs sociaux	100
	Indicateurs économiques	100

Label Coopératives So Responsables

- **Durée de validité**
 - Dispositif de reconnaissance valable 3 ans ;
 - 2 options possibles au bout de 18 mois :
 - Suivi ;
 - Renouvellement.





Label Coopératives So Responsables

Conclusion

Accueil favorable de l'avis de la Plateforme RSE sur les labels RSE sectoriels :

- Un grand nombre de recommandations déjà présentes dans le label
- Certains éléments à faire évoluer dans les prochains mois

En attente de la suite de cet avis pour une reconnaissance officielle des labels RSE sectoriels

**"BÂTISSEURS SOLIDAIRES
D'UNE ALIMENTATION
DURABLE ET DE TERRITOIRES
VIVANTS".**



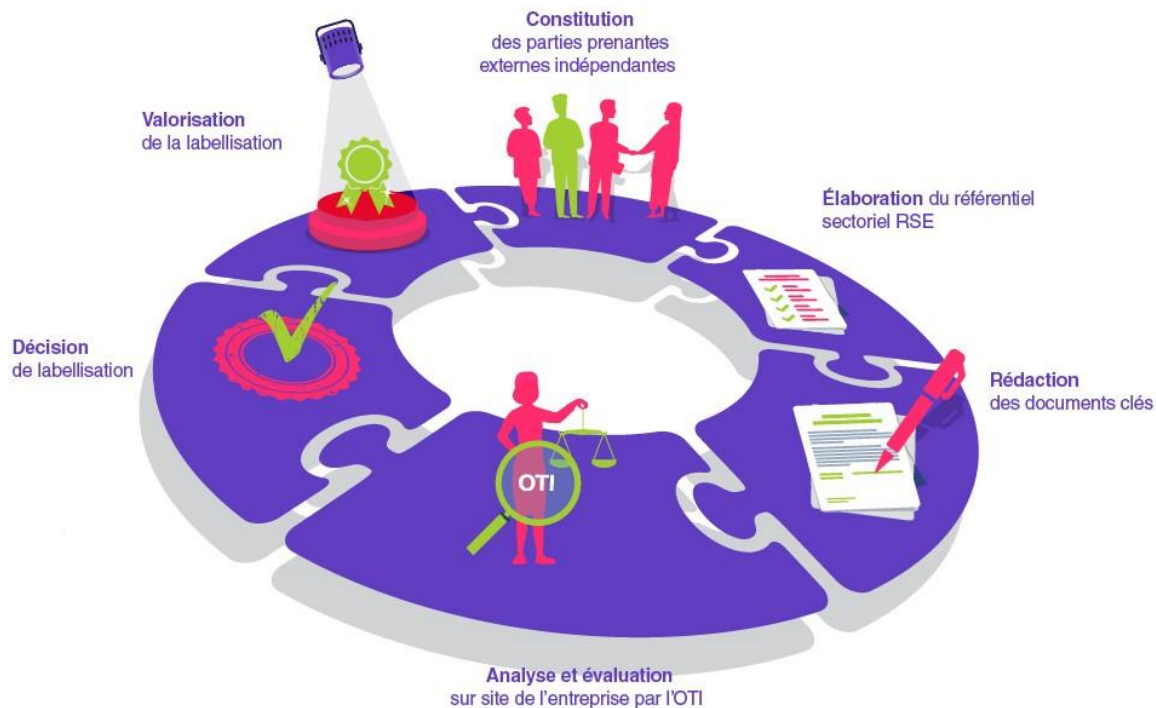
FRANCE STRATÉGIE

ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.

3/ Comment sont élaborés les référentiels?



Pour des labels robustes, il est nécessaire de créer une chaîne de confiance tout au long du processus de labellisation.

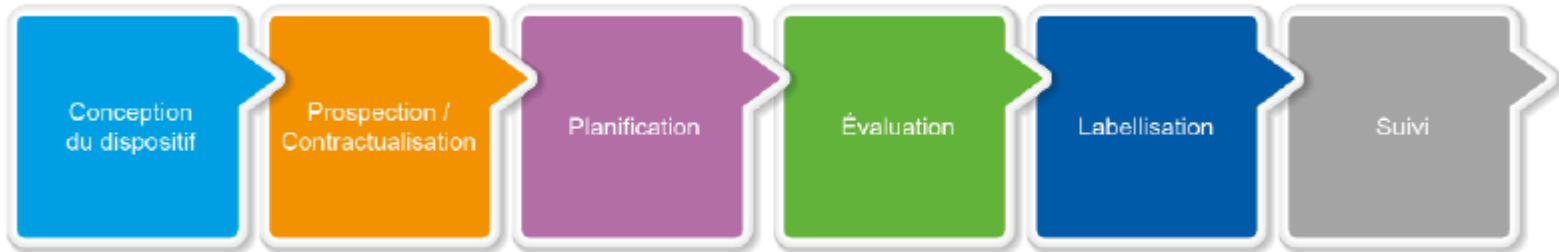


Rôle déterminant des parties prenantes

Dialogue avec les parties prenantes

- **Rôle tout au long du processus de labellisation:** Création et test du référentiel, Révision du référentiel, Accompagnement des entreprises, évaluation de l'entreprise, attribution du label, réclamations
- **Interactions sont souvent formalisées :** comités de parties prenantes, d'experts, de labellisation, d'orientation.

Rôle déterminant de l'OTI



Témoignage d'Isabelle Videlaine

Unicem entreprises engagées





UNICEM



© UNICEM



7100 sites

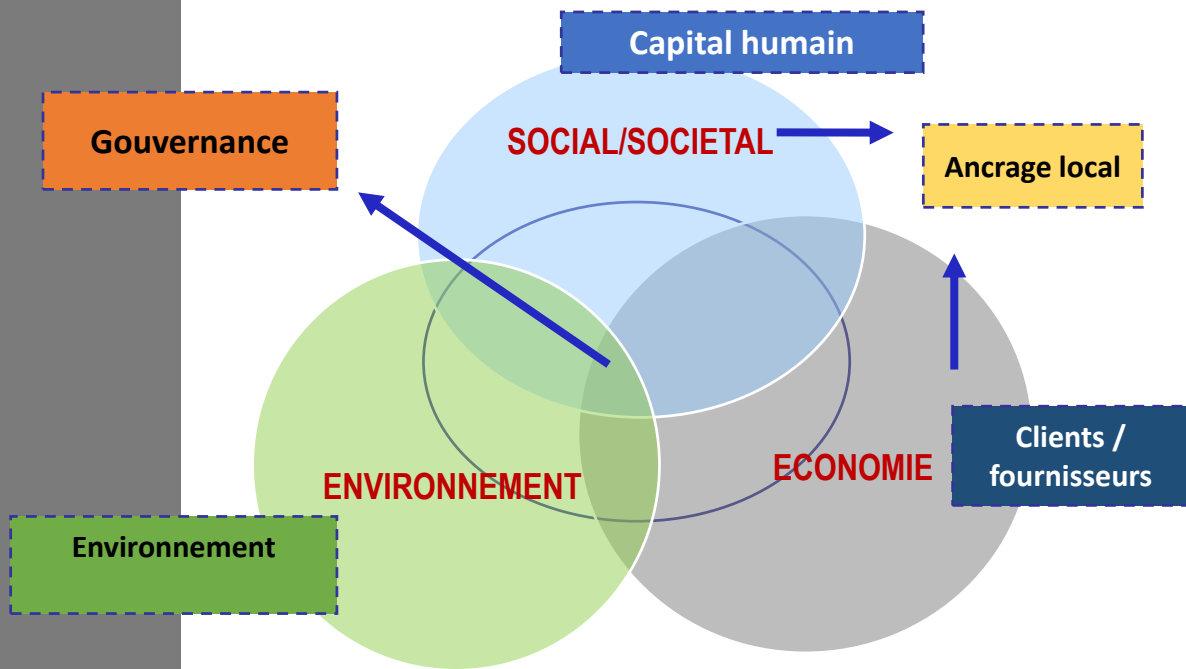
13 UNICEM régionales
11 Syndicats de branches



31 000



7 Mds



- Evaluation sur sites par un OTI tous les 3 ans
- Evaluation intermédiaire documentaire
- Positionnements
Engagement : < 30%
Progrès : 31 à 60 %
Maturité : 61 à 80 %
Exemplarité : > 81 %



92 entreprises
978 sites



23 périmètres évalués

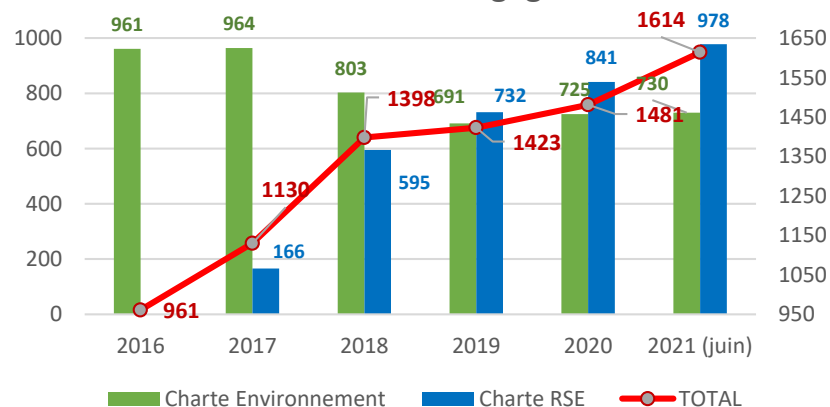
- 7 : Exemplarité
- 9 : Maturité
- 6 : Progrès
- 1 : Engagement



17 périmètres évalués

- 2 : Exemplarité
- 7 : Maturité
- 8 : Progrès

Nombre de sites engagés UEE



¹ Données 2018 / ² Nombre de sites ayant passé un audit de validation dans les 3 dernières années

Nos parties prenantes

■ Un Comité des parties prenantes

- Réuni 1 fois / an
- Est informé et donne son avis sur la démarche et les actions
- **Composition**



■ Un Comité d'évaluation

- Réuni 2 fois par an
- Valide les propositions des auditeurs relatives à l'attribution des « labels »
- **Composition**
 - OTI
 - Associations (OREE, HB)
 - Autres fédérations (FNTP)
 - Représentants de la profession
 - Personnes qualifiées

Le rôle des parties prenantes

- **Construction du référentiel**
 - Construction du référentiel avec l'aide d'un OTI
 - Association des parties prenantes internes
 - Consultation et avis des parties prenantes externes
 - Validation du référentiel par un second OTI
- **Attribution du « label »**
- **Challenger et faire évoluer la démarche**
 - La notation
 - Le processus de réclamation
 - L'élaboration d'un guide de l'évaluateur



FRANCE STRATÉGIE

ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.

Place aux échanges 😊

Questions/réponses





FRANCE STRATÉGIE

ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.

Conclusion

Guillaume de Bodard



**Retrouvez l'avis *Labels RSE.*
Propositions pour des labels RSE
sectoriels destinés aux TPE, PME et
ETI ainsi que toute l'actualité de France
Stratégie sur strategie.gouv.fr**

À bientôt !